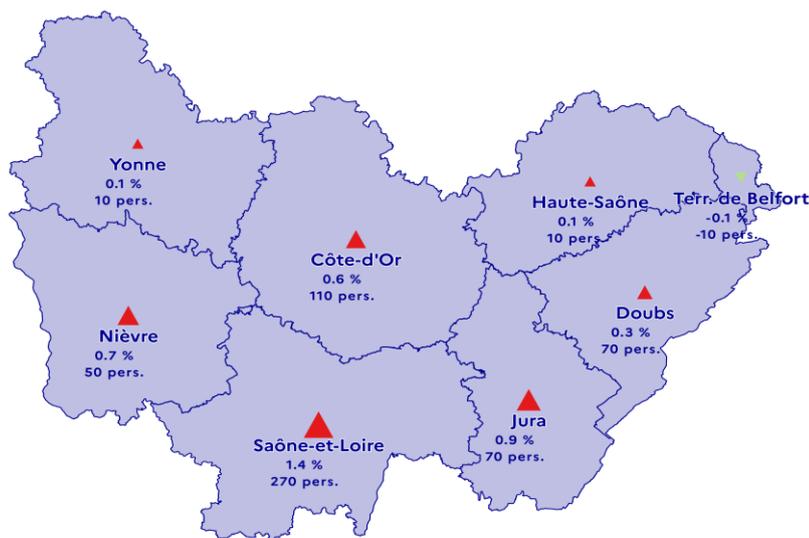


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 0,6 % par rapport au 1^{er} trimestre 2022

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

- DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)**
 Cat. A : **102 200** (+ 0,6 % sur un trim.)
 Cat. B, C : **97 540** (- 4,3 % sur un trim.)
 Cat. A, B, C : **199 740** (- 1,9 % sur un trim.)
- TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)**
6,2 % au 1^{er} trimestre 2022
 0,0 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2021
 (France métropolitaine : 7,1 % ; - 0,1 pt)
- EMPLOI SALARIÉ**
986 990 au 1^{er} trimestre 2022
 + 0,1 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2021
- RECOURS À L'INTÉRIM**
38 230 intérimaires au 1^{er} trimestre 2022
 - 2,0 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2021

Au premier trimestre 2022

L'emploi salarié (privé et public) est stable en Bourgogne-Franche-Comté (+0,1 %, soit + 1 470) alors qu'il progresse légèrement au niveau national (+0,3 %). Il augmente dans le privé et se maintient dans le public. Hors intérim, l'emploi salarié est dynamique dans les services aux entreprises et aux ménages. Il continue d'augmenter dans la construction mais moins fortement. En revanche, il se replie légèrement dans l'industrie et l'hébergement-restauration. L'emploi dépasse son niveau du 4^e trimestre 2019 et près du tiers de cette hausse s'explique par le dynamisme des contrats en alternance, notamment en apprentissage. La demande en intérim se contracte, en particulier dans la construction et les services. Le recours à l'activité partielle a augmenté dans certains secteurs, principalement l'hébergement-restauration et l'événementiel soumis à des restrictions sanitaires causées par la vague Omicron. D'autres sont pénalisés par les tensions sur les chaînes d'approvisionnement causées par la guerre en Ukraine. Le nombre moyen de foyers bénéficiaires du RSA (environ 59 400) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-5,6 %, soit -3 500).

Au deuxième trimestre 2022

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle diminue. Les défaillances d'entreprises augmentent mais le nombre d'emplois menacés reste inférieur à son niveau 2019. Les créations d'entreprises sont moins dynamiques comparativement à la même période l'an dernier. Le ralentissement de l'activité économique observé au 1^{er} trimestre impacte la demande d'emploi (cat.A) qui s'accroît de 0,6 %. Toutes les tranches d'âges sont concernées, excepté les inscrits de 50 ans ou plus. Les inscriptions faisant suite à une fin de contrat, une fin de mission intérim, un licenciement économique sont plus importantes. Les demandeurs d'emploi s'inscrivant pour la première fois sont plus nombreux. Les sorties pour reprise d'emploi ou celles faisant suite à des entrées en stage ou formation diminuent fortement.

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T2 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	102 200	+0,6	-15,2
Catégories B, C	97 540	-4,3	-1,9
Catégories A, B, C	199 740	-1,9	-9,2

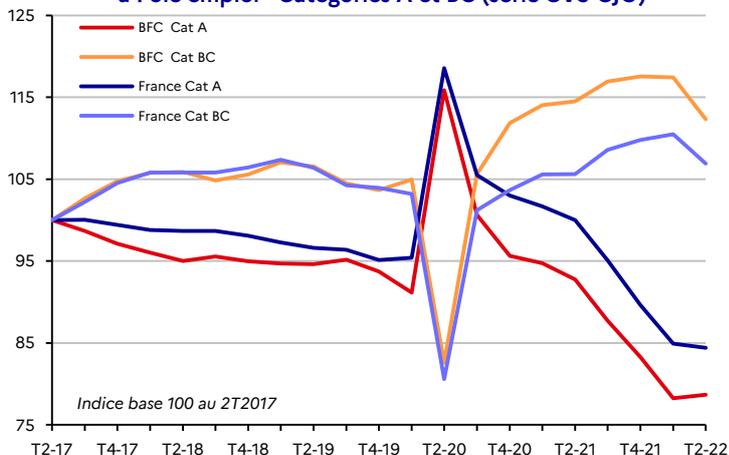
France métropolitaine :

Données CVS-CJO

	T2 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	2 944 700	-0,6	-15,6
Catégories B, C	2 207 500	-3,2	+1,2
Catégories A, B, C	5 152 100	-1,8	-9,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	52 790	+0,3	-15,6	-0,6	-16,3
< 25 ans	7 430	+1,1	-19,6	0,0	-22,6
25 - 49 ans	29 810	+1,0	-16,0	-0,4	-17,0
50 ans et plus	15 550	-1,5	-12,8	-1,5	-11,5
Femmes	49 410	+0,9	-14,7	-0,6	-14,9
< 25 ans	6 510	+1,6	-17,9	0,0	-23,1
25 - 49 ans	28 040	+1,3	-15,0	-0,5	-14,7
50 ans et plus	14 860	-0,1	-12,6	-1,0	-11,4
Total	102 200	+0,6	-15,2	-0,6	-15,6
< 25 ans	13 940	+1,3	-18,8	0,0	-22,8
25 - 49 ans	57 850	+1,1	-15,5	-0,4	-15,9
50 ans et plus	30 410	-0,8	-12,8	-1,2	-11,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	96 330	-2,0	-9,9	-1,7	-9,8
< 25 ans	13 320	-3,2	-16,3	-1,9	-14,8
25 - 49 ans	57 250	-2,1	-10,2	-1,9	-10,7
50 ans et plus	25 760	-1,2	-5,2	-1,2	-5,2
Femmes	103 410	-1,8	-8,5	-1,8	-8,5
< 25 ans	12 570	-3,2	-14,7	-2,3	-15,0
25 - 49 ans	60 300	-1,8	-8,9	-2,0	-8,8
50 ans et plus	30 540	-1,1	-5,1	-1,2	-4,8
Total	199 740	-1,9	-9,2	-1,8	-9,1
< 25 ans	25 890	-3,2	-15,5	-2,1	-14,9
25 - 49 ans	117 550	-1,9	-9,5	-1,9	-9,7
50 ans et plus	56 290	-1,2	-5,2	-1,2	-5,0

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2022	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	104 210	-0,2	-4,6	+0,3	-3,0
DELD :					
1 à 2 ans	37 750	-4,4	-22,9	-3,2	-23,7
2 à 3 ans	21 410	-5,9	-9,4	-8,4	-12,5
3 ans et plus	36 370	-1,3	-4,6	-2,2	-6,8
Total DELD	95 530	-3,6	-13,7	-4,0	-15,2
Part des DELD	47,8%	-0,9 pt	-2,5 pt	-1,1 pt	-3,4 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1		Moyenne annuelle	
	2022	2022	2022	2021
Assurance chômage	86 210	86 210	108 170	
Solidarité - Etat	10 930	10 930	11 760	
Autres	2 120	2 120	2 500	
Total DE indemnisés	99 260	99 260	122 430	
Formation	8 440	8 440	8 080	
Part des DE indemnisés* :				
BFC	46,3%			

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2022	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Fin de contrat	3 400	+7,3	+8,6	+6	+16,1
Fin de mission d'intérim	1 500	+7,9	+21,0	+11	+17,3
Démission	1 030	+2,0	+24,1	+2	+29,8
Rupture conventionnelle	1 270	0,0	+2,4	+0	+9,8
Licenc. économique	320	+14,3	-5,9	+1	-5,7
Autre licenciement	1 400	-1,4	+11,1	+4	+12,6
Première entrée ⁽¹⁾	1 110	+8,8	-14,6	+1	-13,0
Retour d'inactivité ⁽²⁾	3 540	-0,6	-0,6	+3	+1,0
Réinscription rapide ⁽³⁾	3 230	-5,0	-3,0	-6	-3,2
Autre motif ⁽⁴⁾	1 220	+3,4	+4,3	+8	+11,0
Motif indéterminé	1 820	+9,0	-2,7	+4	-2,5
Total	19 850	+2,5	+3,0	+2	+5,6

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2022	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	2 630	-17,6	-12,9	-14,2	-21,2
Entrée en stage ou formation	2 380	-8,1	-9,8	-1,5	-1,2
Arrêt de recherche**	2 010	-2,9	+1,5	-2,1	+3,5
dont maladie	1 240	-0,8	+2,5	-0,4	+10,4
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation	10 240	+4,1	+10,6	+6,0	+17,6
Radiation administrative	2 020	+3,1	+47,4	+1,0	+41,0
Autre cas ⁽²⁾	1 540	-1,9	-11,5	-2,4	-6,5
Total	20 820	-1,9	+4,0	-0,7	+4,7

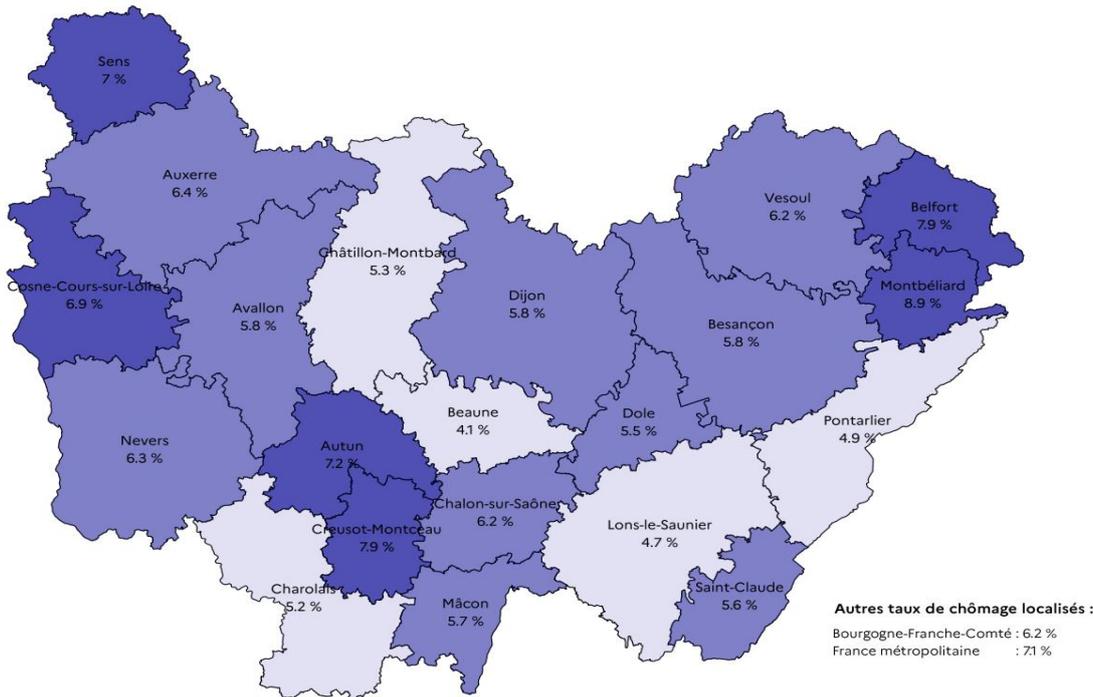
**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Le taux de chômage par zone d'emploi

Taux de chômage localisés en moyenne sur le 1^{er} trimestre 2022



Source : Insee, Taux corrigés des variations saisonnières

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	BFC		France	
	T2 2022	Cumul 2022	Var.(%)/cumul 202	Var.(%)/cumul 2021
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	685	1679	-22,8	-3,4
dt jeunes	253	587	-16,7	-11,3
dt Education Nat.	9	43	-40,3	-54,9
dt Collectivités	182	431	-32,8	-11,1
dt résidents QPV	77	185	+5,1	+35,2
dt résidents ZRR	255	704	-	-
CIE Jeunes	320	1 005	-	-
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	1 575	4 511	-36,4	-34,7
dt résidents QPV	nd	nd	nd	nd
CEJ*	2 613	4 762	-	-
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	139	303	-26,5	-16,4
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T 2022)				
- secteur public	26	26	-7,1	-8,5
- secteur privé	1 186	1 186	-11,4	-7,4

Les données France sont des données France entière

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 26

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	BFC		France	
	T2 2022	Var.(%)/trim. année précédente	Var.(%)/trim. année précédente	Var.(%)/trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	2 690	+7,0		+15,2
Mesures d'accompagnement :				
Garantie Jeunes	4 337	+15,7		+7,9
IAE (au 4T 2021)	8 393	+6,0		+5,6
dt ACI	3 120	+8,8		+9,1
dt AI	3 101	+1,7		-2,5
dt EI	1 064	+4,5		+5,7
dt ETTI	1 108	+12,9		+19,5

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

Garantie jeunes et CEJ (Contrat d'engagement jeune) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

IAE : ASP, traitement Dares

IAE : ASP, traitement Dares

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France
	T4 2021	Cumul 2021	Var.(%)/ cumul 2021	Var.(%)/ cumul 2020
IAE	2 260	10 950	+27,0	+29,2
dont ACI	748	3 274	+31,3	+34,2
dont AI	784	4 133	+16,9	+15,3
dont EI	271	1 242	+13,0	+27,4
dont ETTI	457	2 301	+53,9	+53,1

Source : ASP, traitement Dares

IAE : Insertion par l'Activité Economique

ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion

AI : Associations Intermédiaires

EI : Entreprises d'insertion

ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les entreprises

Créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T2 2022	Evol./T2 2021 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	7 410	-10,2
dont :		
Entreprises individuelles	1 121	-21,8
Micro-entrepreneurs	4 472	-9,6
Sociétés	1 817	-2,8
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 938	-11,1
dont :		
Industrie	269	+44,6
Construction	273	-13,3
Commerce	739	-33,3
Services	1 657	-2,2
Total des créations sur 12 mois glissés	11 737	-4,8

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

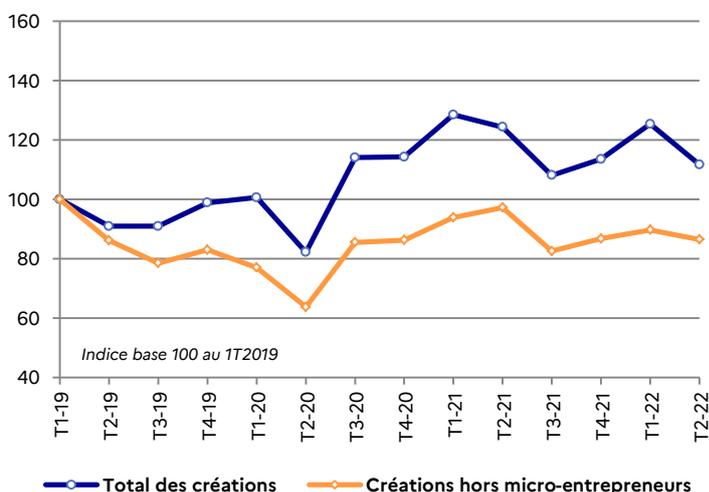
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Evolution des créations d'entreprises (données CVS)



— Total des créations — Créations hors micro-entrepreneurs

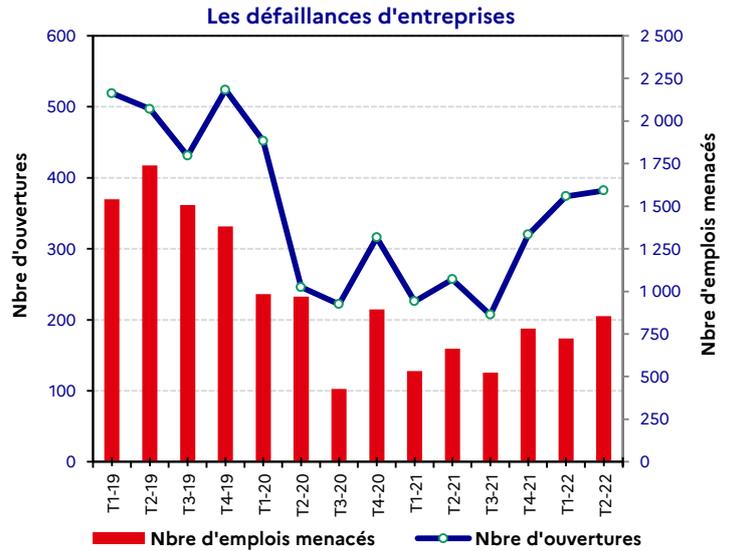
Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures	BFC	
	T2 2022	Evol./T2 2021 (en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	382	+48,6
dont :		
Sauvegardes	17	+183,3
Redressements judiciaires	96	+47,7
Liquidations judiciaires directes	269	+44,6
dont : PME de 50 sal. et plus	s	s
Nombre d'emplois menacés	855	+29,0
dont :		
Agriculture	24	-33,3
Industrie	189	+130,5
Construction	181	-15,4
Commerce	135	+50,0
Services	326	+35,8
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	1 283	+25,7

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique



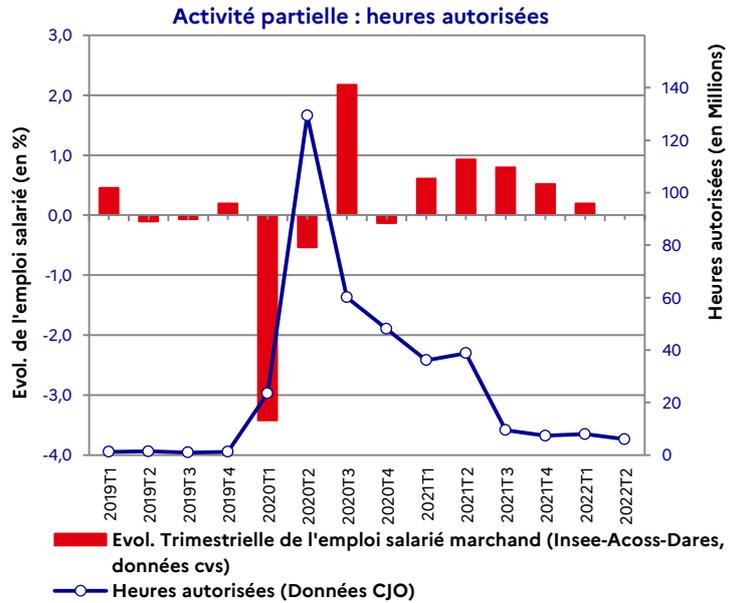
Activité partielle

Données CJO*	BFC	
	T1 2022	T2 2022
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	3 733	1 276
Volume d'heures autorisées	7 949 874	6 048 838
dont :		
Agriculture	4 636	1 166
Industrie	5 390 572	4 519 978
Construction	198 000	194 030
Commerce	263 933	179 971
Services	2 092 733	1 153 693
Etablissements autorisés	3 136	1 140
dont : étabs de 50 sal. et plus	556	277
Nombre de salariés concernés**	49 871	39 438
Total heures autorisées 12 mois glissés	63 612 485	30 855 684

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

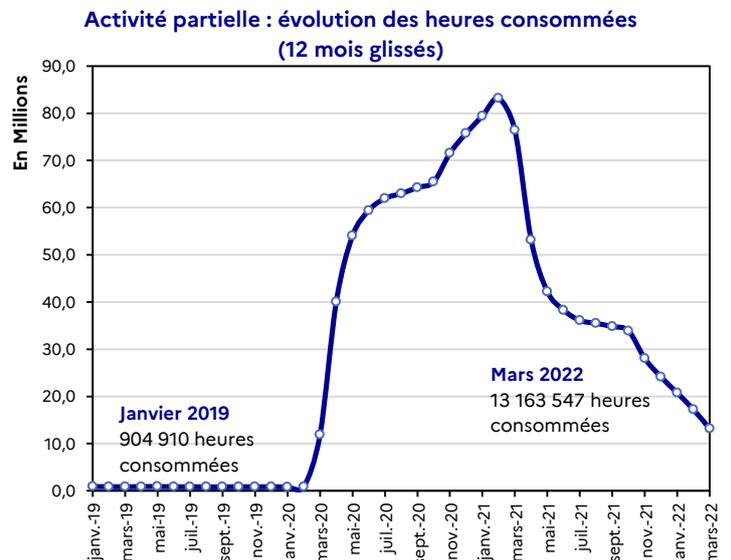


Heures consommées	BFC	
	T4 2021	T1 2022
Nombre d'heures consommées*	1 141 438	912 508
dont :		
Agriculture	1 225	3 636
Industrie	732 948	425 245
Construction	20 615	31 747
Commerce	46 606	49 010
Services	340 044	402 870
Etabs ayant consommé des heures	2 375	2 355
dont : étabs de 50 sal. et plus	509	430
Nombre de salariés concernés**	13 188	11 198
Total heures consommées 12 mois glissés	24 129 364	13 163 547

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Bourgogne - Franche-Comté		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1er trimestre 2022						
Embauches		9 158	4 855	19 360	132 916	166 289
Répartition en %		5,5	2,9	11,6	79,9	100,0
dont en % :						
	CDD	44,4	42,7	63,8	85,6	79,5
	< 25 ans	26,3	25,9	44,1	22,1	25,0
	25 - 49 ans	56,2	60,9	42,1	50,6	50,2
	50 - 54 ans	8,3	6,7	5,4	9,8	9,1
	55 ans ou plus	9,2	6,5	8,3	17,5	15,7
	Femmes	38,4	10,6	59,0	64,9	61,2
Sorties		8 477	4 520	19 179	127 977	160 153
Répartition en %		5,1	2,7	11,5	77,0	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	28,9	24,3	57,1	83,4	75,7
	dont CDD < 1 mois	34,7	24,7	68,8	90,0	86,3
	Demissions	27,1	34,7	18,0	7,1	10,3
	Licenciements économiques	2,5	2,0	1,0	0,4	0,6
	Licenc. non économiques	12,7	14,6	8,3	2,8	4,3
	Retraite	9,8	3,5	2,1	1,0	1,7
	Ruptures Conventionnelles	6,9	8,9	3,9	1,3	2,1
	< 25 ans	22,2	25,2	42,7	21,6	24,2
	25 - 49 ans	48,7	56,9	41,2	49,8	48,9
	50 - 54 ans	7,6	6,6	5,1	9,9	9,1
	55 ans ou plus	21,5	11,2	10,9	18,8	17,8
	Femmes	38,3	9,8	59,8	65,4	61,7

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

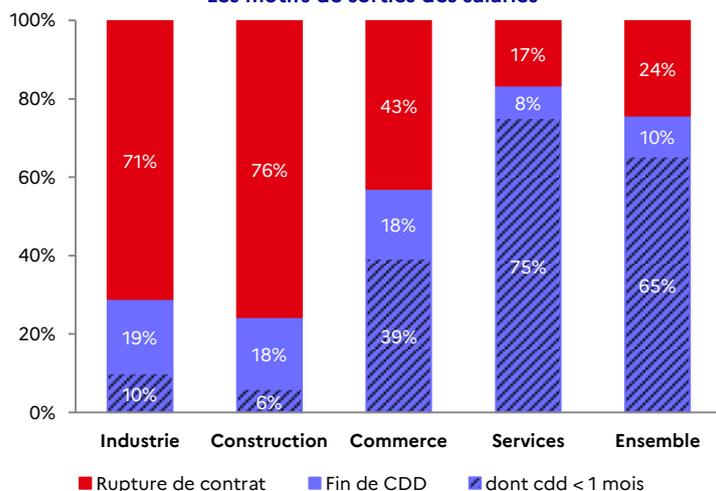
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO-données brutes

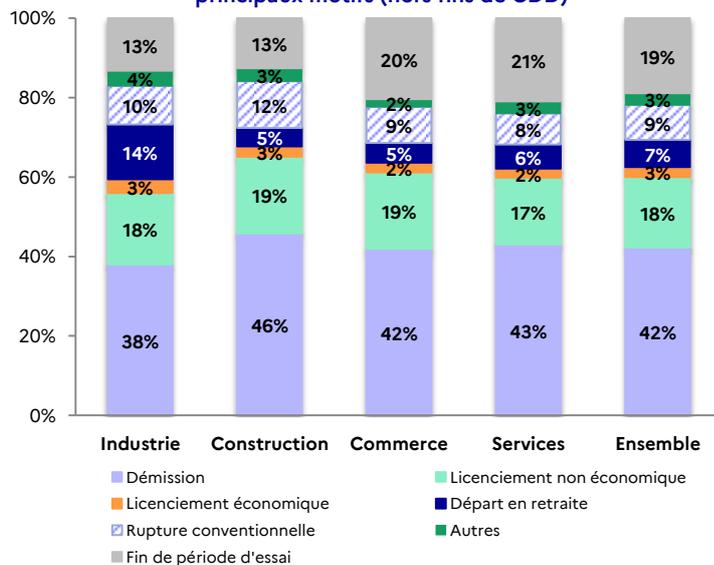
Lecture : Au 1er trimestre 2022 parmi les embauches dans l'industrie 44,4 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2,5 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,6 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 39 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 38 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Bourgogne - Franche-Comté		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1er trimestre 2022							
Actifs en emploi (en %)		10,3	59,4	13,8	16,5	52,0	30,7
Embauches		41 560	83 509	15 192	26 028	101 711	25 158
dont en % :							
	CDD	79,2	75,8	83,0	89,8	84,3	83,8
Sorties		38 830	78 306	14 536	28 481	98 823	24 037
dont en % :							
	Fins de CDD	75,9	73,5	81,4	78,5	81,3	81,6
	dont CDD < 1 mois	81,6	85,7	90,0	92,2	87,8	84,0
	Demissions	10,4	13,1	7,2	3,9	8,1	8,5
	Licenciements économiques	0,1	0,7	1,1	1,0	0,5	0,0
	Licenc. non économiques	5,8	4,2	3,5	3,1	3,1	4,0
	Retraite	0,0	0,0	0,0	9,4	1,3	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,9	2,9	2,1	1,5	1,7	0,7

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 89,8 % ont signé un CDD.

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Bourgogne - Franche-Comté		Emploi hors intérim				Emploi y compris intérim (1)						
		Nombre de salariés	Evolution		Evolution		Nombre de salariés	Evolution		Evolution		
			Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %	
1 ^{er} trimestre 2022 (Données CVS)												
Agriculture		17 220	+230	+1,4	+1 100	+6,8	17 380	+260	+1,5	+1 130	+7,0	
Industrie		166 620	-100	-0,1	-170	-0,1	185 100	-330	-0,2	+850	+0,5	
Industrie agro-alimentaire		27 920	+90	+0,3	+670	+2,4	30 820	+160	+0,5	+1 030	+3,5	
Industries extractives, énergie, eau, déchets		11 400	+10	+0,1	-80	-0,7	12 110	+10	+0,1	-100	-0,8	
Equipements élec. électron. info., autres machines		22 510	0	-0,0	-40	-0,2	25 330	-40	-0,1	+310	+1,2	
Matériels de transport		21 520	-210	-1,0	-990	-4,4	24 200	-200	-0,8	-1 360	-5,3	
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)		83 260	+10	+0,0	+270	+0,3	92 640	-260	-0,3	+970	+1,1	
Construction		54 270	+80	+0,2	+900	+1,7	58 580	-100	-0,2	+650	+1,1	
Commerce ; réparation auto.		127 250	-70	-0,1	+2 980	+2,4	130 590	+60	+0,0	+3 390	+2,7	
Services marchands		235 510	+1 810	+0,8	+9 070	+4,0	245 690	+1 340	+0,5	+9 260	+3,9	
Transports et entreposage		50 750	+120	+0,2	-190	-0,4	54 550	-360	-0,7	-440	-0,8	
Hébergement et restauration		34 000	-70	-0,2	+4 070	+13,6	34 360	-70	-0,2	+4 240	+14,1	
Information et communication		8 850	+10	+0,1	+140	+1,7	8 930	+30	+0,3	+160	+1,9	
Services financiers		20 520	0	-0,0	+130	+0,7	20 700	0	+0,0	+120	+0,6	
Services immobiliers		6 460	+30	+0,5	-210	-3,2	6 540	-10	-0,2	-280	-4,1	
Services aux entreprises		74 440	+1 300	+1,8	+2 730	+3,8	79 840	+1 370	+1,7	+3 020	+3,9	
Services aux ménages		40 500	+420	+1,0	+2 400	+6,3	40 770	+390	+1,0	+2 430	+6,3	
Services non marchands		348 450	+220	+0,1	+280	+0,1	349 640	+230	+0,1	+360	+0,1	
Ensemble		949 330	+2 180	+0,2	+14 160	+1,5	986 990	+1 470	+0,1	+15 640	+1,6	
dont privé							746 110	+1 420	+0,2	+15 830	+2,2	
dont public							240 880	+40	+0,0	-180	-0,1	

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

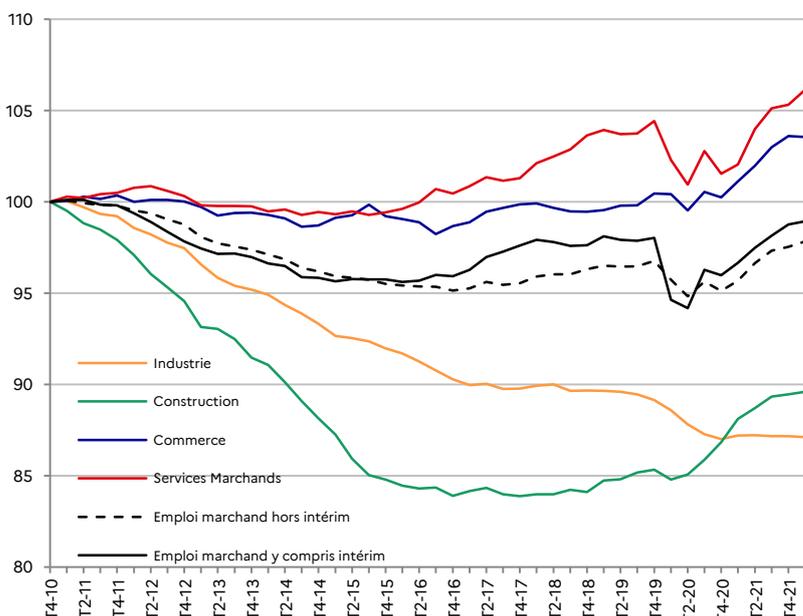
Traitement : Drets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

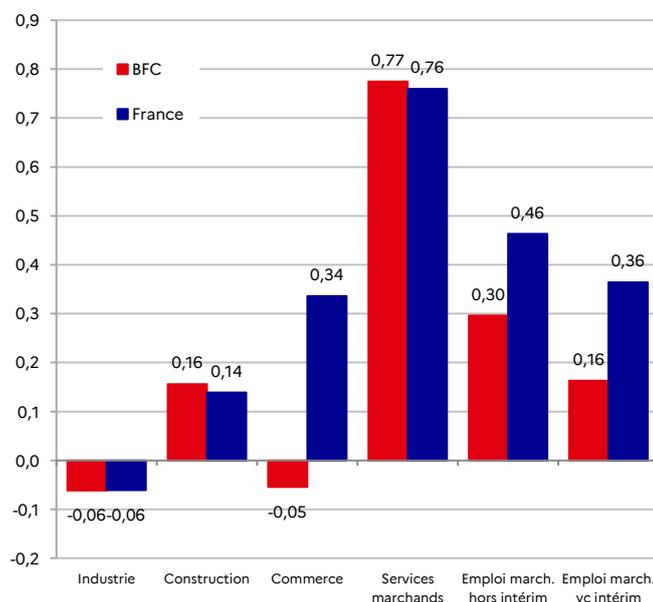
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 4^{ème} trim. 2021 et le 1^{er} trim. 2022, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
1^{er} trimestre 2022 <i>(Données CVS)</i>										
Agriculture	180	+22,1	+24,0	1,0	+0,1	160	+14,3	+14,3	2,0	-0,1
Industrie	19 020	-0,7	+8,1	10,2	+0,7	19 690	+11,5	+14,8	2,4	+0,1
Construction	4 620	-4,7	-4,0	7,8	-0,4	4 760	+2,6	+3,3	3,1	+0,2
Commerce	3 150	+3,9	+7,3	2,4	+0,1	3 280	+6,8	+15,1	1,6	0,0
Services	11 270	-4,8	+2,8	4,6	-0,1	11 950	+2,3	+7,6	1,5	-0,1
Ensemble	38 230	-2,0	+4,9	6,0	+0,1	39 830	+7,1	+11,0	2,1	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

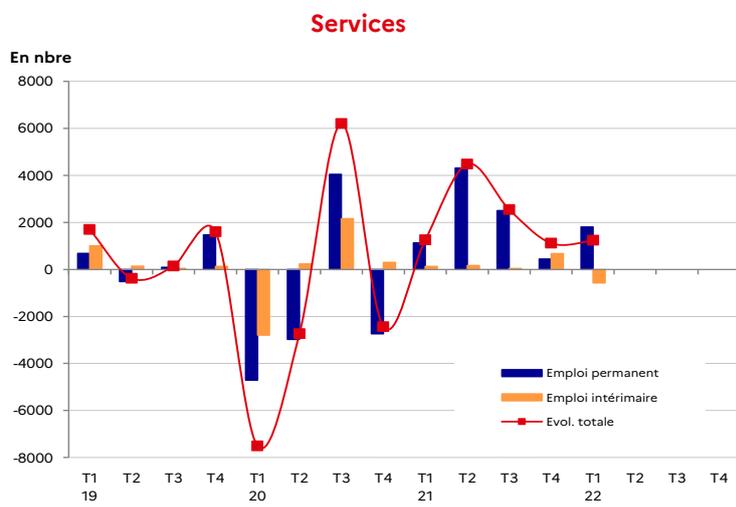
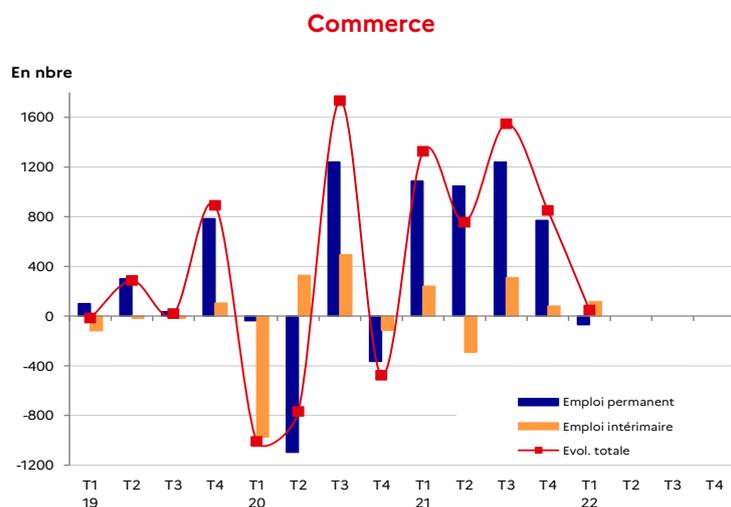
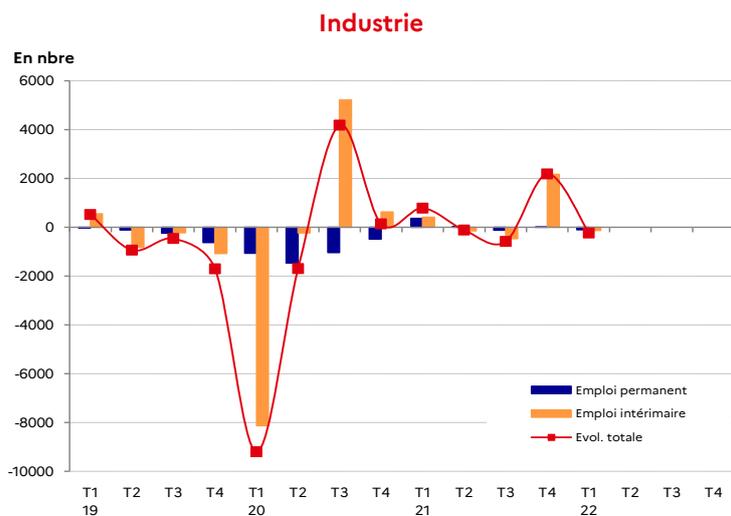
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

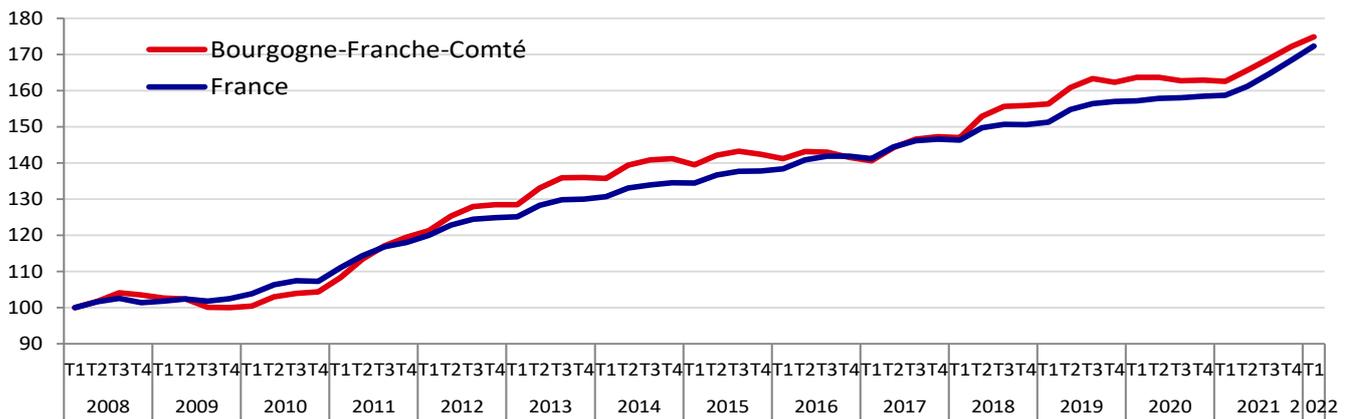
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2022	Actifs occupés RP 2019	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 570	216 710	22,0	+0,3	+4 210	+2,0	171	0,4	+5,6	+33	+23,9
Doubs	222 456	197 970	20,1	+0,3	+3 010	+1,5	29 555	71,7	+1,3	+1 980	+7,2
Jura	105 149	87 690	8,9	-0,1	+1 050	+1,2	6 854	16,6	+1,2	+411	+6,4
Nièvre	70 977	64 310	6,5	-0,1	+910	+1,4	15	0,0	+7,1	+3	+25,0
Haute-Saône	92 428	69 120	7,0	+0,2	+650	+0,9	568	1,4	+3,3	+96	+20,3
Saône-et-Loire	211 125	191 640	19,4	+0,2	+4 240	+2,3	206	0,5	+4,0	+28	+15,7
Yonne	126 632	110 130	11,2	-0,1	+1 280	+1,2	25	0,1	0,0	+6	+31,6
Territoire de Belfort	55 791	49 410	5,0	-0,2	+290	+0,6	3 823	9,3	+3,7	+336	+9,6
BFC	1 105 129	986 990	100,0	+0,1	+15 640	+1,6	41 217	100,0	+1,5	+2 893	+7,5

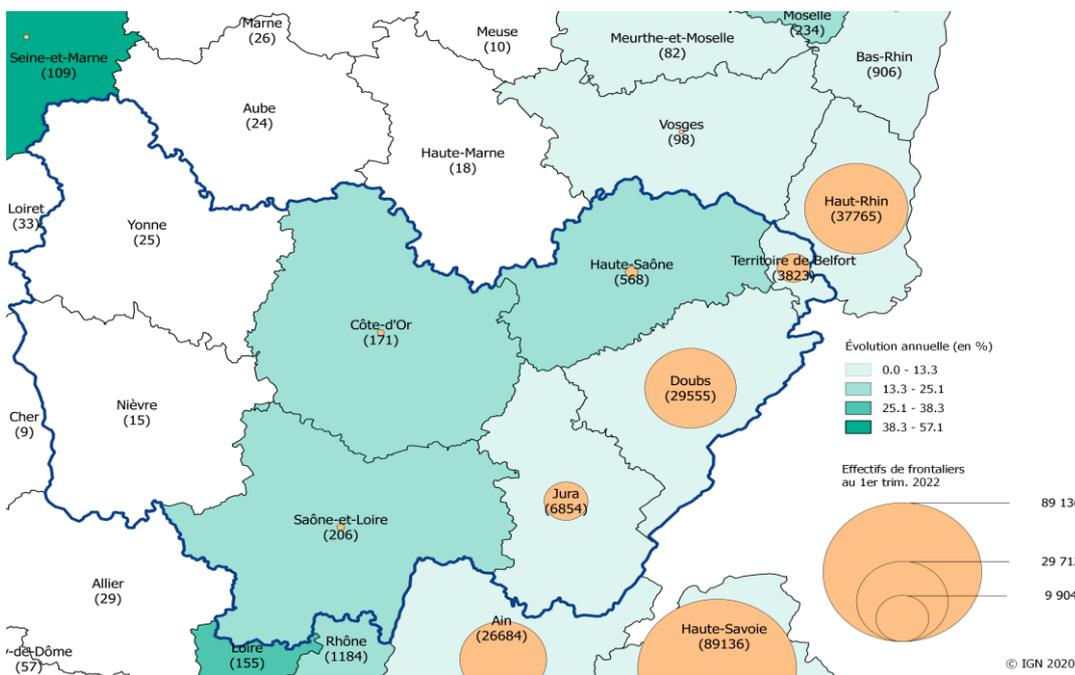
Sources : INSEE - RP 2019; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 7,2 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 29 555 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2022	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
<i>données brutes provisoires</i>								
Côte d'Or	9 930	-6,2	37 273	+1,3	8 290	+2,4	1 733	-10,0
Doubs	12 647	-3,0	33 080	+2,1	10 223	+0,4	1 953	-5,9
Jura	3 677	-9,1	15 377	+0,9	5 113	+0,5	780	-4,5
Nièvre	5 733	-4,3	13 693	0,0	6 170	-0,8	897	-9,4
Haute-Saône	4 147	-5,7	15 040	0,0	5 277	+1,9	1 073	-6,7
Saône-et-Loire	10 107	-8,0	36 477	+1,6	11 583	+2,1	2 193	-9,6
Yonne	8 760	-6,5	23 407	+0,8	7 630	+3,8	1 407	-8,7
Territoire de Belfort	4 357	-1,6	9 540	+2,2	2 327	+1,3	750	-0,9
BFC	59 357	-5,6	183 887	+1,2	56 613	+1,5	10 787	-7,7

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

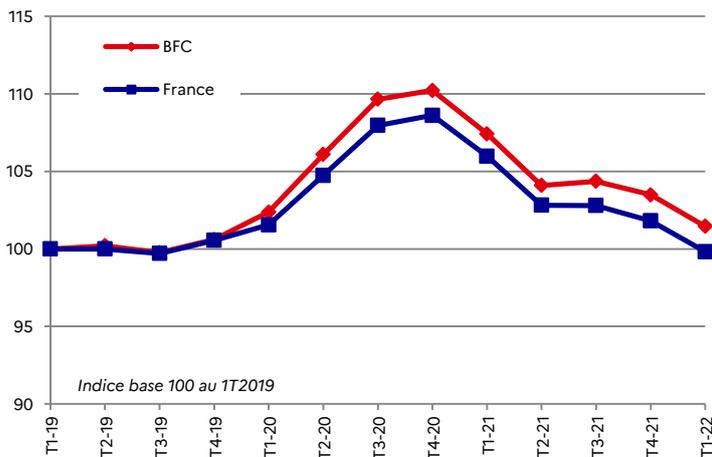
- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

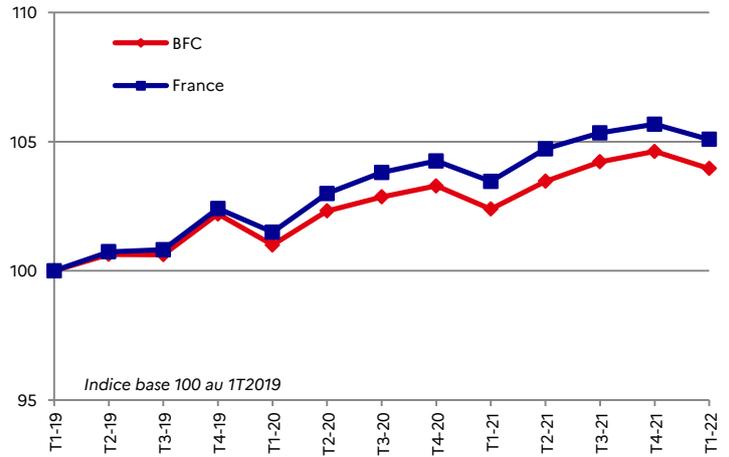
- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

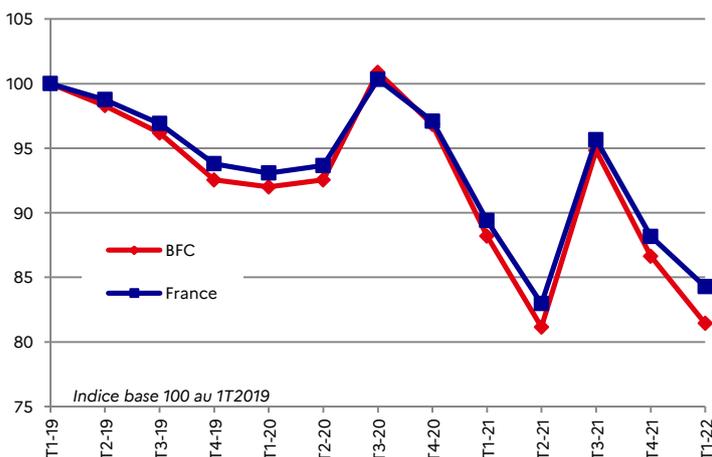
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



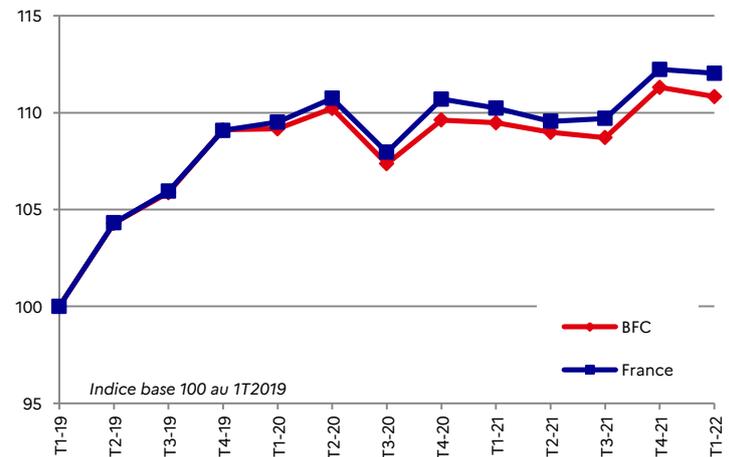
Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
DEFM Cat. A - 2^{ème} Trim. 22	18 270	21 790	7 770	6 730	8 510	19 920	12 400	6 810	102 200
Variation (en %) sur 1 Trim.	+0,6	+0,3	+0,9	+0,7	+0,1	+1,4	+0,1	-0,1	+0,6
Variation (en %) sur 1 an	-15,4	-17,6	-16,2	-11,6	-14,0	-12,4	-16,1	-16,8	-15,2
Hommes	9 210	11 430	3 940	3 660	4 360	10 180	6 410	3 590	52 790
Femmes	9 050	10 370	3 830	3 060	4 150	9 750	5 990	3 210	49 410
<25 ans	2 460	2 830	1 050	1 020	1 140	2 680	1 840	920	13 940
25-49 ans	10 760	12 820	4 330	3 640	4 690	10 850	6 840	3 940	57 850
>50 ans	5 050	6 140	2 400	2 070	2 690	6 400	3 720	1 940	30 410
DELD (Cat. A, B, C)	17 800	19 680	7 480	5 730	7 970	19 810	11 280	5 770	95 530
Taux de chômage 1 ^{er} Trim. 22	5,5	6,6	4,9	6,4	6,3	6,2	6,5	8,2	6,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Défaillances 2^{ème} Trim. 22									
Nbre ouvertures procédures	84	54	35	33	17	96	53	10	382
Evolution annuelle (en %)	+52,7	+1,9	+66,7	+57,1	+30,8	+88,2	+43,2	+66,7	+48,6
Trav. Temporaire 1^{er} Trim. 22									
Effectifs	7 340	7 980	3 950	1 700	3 280	7 630	4 790	1 560	38 230
Evol./trim. précédent (en %)	-3,0	-1,9	-3,5	-3,3	-2,3	-0,7	-0,4	-3,1	-2,0
Activité Partielle 1^{er} Trim. 22									
Nbre d'heures consommées	124 114	324 089	72 102	38 660	68 168	154 208	61 114	70 054	912 508
Evol./trim. précédent (en nbre)	+14 417	-149 055	-1 005	-16 042	-1 269	-1 625	-2 993	-71 357	-228 930

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et Pôle emploi ; Activité partielle : DARES/Dreets BFC

Les politiques d'emploi

Données provisoires	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
PEC 2^{ème} Trim. 22	105	106	76	48	87	121	101	41	685
Cumul 2022	263	282	138	140	214	331	215	96	1 679
PACEA 2^{ème} Trim. 22	334	244	72	139	140	388	119	139	1 575
Cumul 2022	850	730	230	383	483	1 065	438	332	4 511
IAE 4^{ème} Trim. 21	296	408	302	243	130	405	400	76	2 260
Cumul 2021	1 606	1 927	1 320	1 082	637	2 014	1 875	489	10 950
Apprentissage 1^{er} Trim. 22	290	317	105	76	77	193	94	60	1 212
Cumul 2022	290	317	105	76	77	193	94	60	1 212

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

1 ^{er} Trim. 2022	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Agriculture :									
Effectif	4 820	1 680	1 390	1 250	1 230	3 600	3 160	100	17 220
Evol./trim. Précédent	+2,2	+2,4	-0,5	-3,0	-5,0	+3,9	+2,0	+2,2	+1,4
Industrie :									
Effectif	26 080	39 050	18 860	8 520	15 340	33 750	17 760	7 260	166 620
Evol./trim. Précédent	-0,3	+0,3	-0,2	-0,5	+0,0	+0,2	-0,4	-0,4	-0,1
Construction :									
Effectif	12 510	10 140	5 430	3 230	3 620	11 310	5 750	2 270	54 270
Evol./trim. Précédent	+0,8	+0,6	+0,5	-2,0	+0,1	-0,6	+0,5	+0,2	+0,2
Tertiaire (y compris intérim) :									
Effectif	173 310	147 100	62 000	51 310	48 930	142 990	83 470	39 780	748 880
Evol./trim. Précédent	+0,4	+0,3	-0,1	+0,2	+0,4	+0,1	-0,1	-0,1	+0,2
Total :									
Effectif	216 710	197 970	87 690	64 310	69 120	191 640	110 130	49 410	986 990
Evol./trim. Précédent	+0,3	+0,3	-0,1	-0,1	+0,2	+0,2	-0,1	-0,2	+0,1

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - données CVS